

La contribution des médias aux processus de médiations

Introduction

- La façon dont les processus de médiations sont couverts par les médias et la manière dont les médias jouent leur rôle dans ces processus déterminent largement les chances que cette médiation puisse avoir lieu, aboutisse à des accords de paix et ait des effets durables.
- Cependant, la qualité de l'information fournie par les médias aux populations locales – qui sont les plus directement concernées - est souvent mise à mal par la circulation toujours plus rapide et envahissante de rumeurs et désinformation, par la fragilité et la polarisation des médias et le manque d'échanges entre les médias et les acteurs en appui à ces processus.
- Par ailleurs, l'importance du secret et/ou de la confidentialité lors de certaines phases ou sur certains aspects du travail de médiation est primordial pour que les acteurs impliqués dans le processus puissent le faire avancer, ce qui contraint ou ralentit le partage d'informations au grand public. De la même manière, les différentes natures de processus de paix (allant de l'accord de cessez-le-feu à la définition d'un nouveau contrat social) influent sur l'implication possible des médias.
- Cette note vise à lister les problématiques, défis et contraintes rencontrés par les différents acteurs des processus de médiations, et à en tirer des recommandations pour améliorer la communication au sein et autour des processus de paix, de leur dimension locale jusqu'à celle globale.

La présente note est construite comme suit :

- | | |
|---|----------|
| - Définitions et contextes | page 2-4 |
| - Les médias comme acteurs et contributeurs de la médiation | page 5 |
| - Les défis et contraintes | page 6 |
| - Médias et processus de paix | page 8 |
| - Recommandations | page 9 |

Définition de la Médiation : nous comprenons ici une définition « large » qui comprend une diversité de types de médiations, à l’instar de celle de l’Union européenne (UE) et de son concept sur la médiationⁱ (Décembre 2020), comprenant aussi bien l’assistance d’une tierce partie à la négociation entre deux parties en conflits, que la facilitation et le dialogue pour un nouveau contrat social. Nous intégrons aussi l’approche « multi-track » ou « track VI » développée par Interpeace, c’est-à-dire le lien entre les différents niveaux de négociations pour plus d’inclusivité, y compris via la société civile et la population au sens large.

Processus de paix et de médiations : nous comprenons ici les processus, nationaux et/ou locaux, qui visent à mettre fin à un conflit armé ou violent entre une ou plusieurs parties, et qui impliquent les parties en conflit mais aussi les communautés dont elles sont issues et/ou qui sont affectées par le conflit. Nous sommes attentifs et attentives au fait que très souvent, dans les processus locaux et dits « informels », les femmes jouent un rôle crucial et pas assez reconnu dans ces processus, et qu’elles sont trop souvent absentes des processus nationaux et officiels.

Média : À l’ère du numérique, le terme de « média » est parfois utilisé pour désigner, sans distinction, toutes les technologies de l’information et de la communication (TIC - par exemple les téléphones portables et les plateformes des médias sociaux comme X, Facebook, WhatsApp et YouTube). Toutefois, dans le présent document, le terme de « média » ne doit pas être confondu avec les canaux de communication. Ce terme est employé ici pour désigner tant les médias en ligne que les entreprises de médias traditionnels tels que celles de la presse écrite, les stations de radio et de télévision, mais plus précisément les médias qui sont appelés à respecter scrupuleusement la déontologie journalistique, ainsi que d’autres normes professionnelles, et qui ont dès lors des rôles spécifiques de service à la population et d’intérêt général à jouer.

Définition de la « dés/més/malinformation » :

- La désinformation est une information qui est fausse, et dont la personne qui la produit ou la diffuse sait qu’elle est fausse.
- La mésinformation est une information qui est fausse, mais qui n'a pas été créée ou partagée dans l'intention de tromper mais dont la personne qui la diffuse pense qu’elle est vraie.
- La malinformation est une information qui se fonde sur la réalité, mais qui est utilisée pour porter préjudice à une personne, une organisation ou un pays.

Contexte : L'accès à l'information et l'inclusion dans les processus de paix et de médiation

Les médias dits traditionnels sont depuis longtemps des intermédiaires indispensables entre les individus et le reste de la société. Ils contribuent à façonner la nature même de la société en jouant un rôle de charnière entre les citoyen.nes et les événements d'actualité, ainsi que les institutions sociales, économiques, culturelles et politiques. Les médias représentent également des canaux pour que ces institutions puissent interagir avec les citoyen.nes. Cependant, on observe globalement une défiance croissante entre les médias et une partie de leurs publics, qui complique les efforts des médias lors des processus de paix et médiation.

Par ailleurs, avec l'essor des technologies digitales et mobiles, la communication de toutes les parties au conflit, y compris celle des acteurs non étatiques, est devenue plus immédiate et ne passe plus nécessairement par le « filtre » de médias et journalistes professionnels.

Le champ communicationnel devient plus que jamais une extension du terrain de conflit et de sa résolution.ⁱⁱ A cet égard, les technologies digitales présentent à la fois :

- des **opportunités** en termes d'analyses des facteurs de tensions et d'interactions accrues entre protagonistes de la médiation, décisionnaires et populations affectées, de même que la possibilité de toucher un large public, même si dispersé géographiquement et culturellement ;
- et des **défis**, notamment dans la mesure où les outils de manipulation de l'information et d'amplification de discours partisans deviennent chaque jour plus sophistiqués et efficaces. Il en résulte une confusion et une polarisation croissante de la sphère publique¹.

La désinformation n'est toutefois pas uniquement le fruit de processus coordonnés par les parties au conflit de manière intentionnelle et maîtrisée ou top-down. La désinformation est aussi amplifiée par la base, en particulier quand elle vient combler un vide résultant d'un manque d'information fiable et rendue accessible au plus grand nombre.ⁱⁱⁱ

Ainsi, dans chaque contexte où la rumeur, l'incompréhension et le « clash » de narratifs partisans entravent les processus de médiation, une des priorités devrait être d'assurer aux populations affectées l'accès à une information vérifiée et équilibrée, dans le respect des protocoles et codes de conduite prévus par le processus de médiation. Ceci, non seulement dans une logique de communication top-down sur le processus de médiation ; mais également pour faciliter la remontée d'informations sur les différentes attentes des populations affectées envers ce processus (y compris les populations marginalisées telles que les femmes ou les jeunes).

¹ <https://principlesforpeace.org/wp-content/uploads/2022/06/P4P-Digital-Space-and-Peace-Processes-v2.pdf>



Peu importe l'ampleur d'un processus de paix ou de médiations, la participation des populations affectées dans la transition qui s'opère est cruciale à sa réussite. Bien que ce postulat soit largement partagé par les parties prenantes notamment internationales qui apportent leur soutien à ces processus, la mise en œuvre de cette inclusion reste un défi conséquent.

Rassembler une société qui, par définition, est polarisée, autour d'un projet de réconciliation commune présuppose non seulement un accord (au minimum tacite) sur l'objectif de ce projet, mais aussi une compréhension de sa complexité, des différents points de vue et attentes qu'il s'agit de concilier, des différentes étapes du processus, de sa temporalité, de ses errements, etc. Une information indépendante, de qualité, accessible et parfois critique est donc indispensable pour que les citoyens et citoyennes comprennent les enjeux et soient parties prenantes des processus qui vont (re)définir leur avenir et leur place au sein de la société.

Par ailleurs, sans formation spécifique à la compréhension du secteur médiatique, les protagonistes de la médiation risquent de sous-évaluer le rôle des médias dans leurs analyses de conflits, ou d'en intégrer une image biaisée. La faiblesse du paysage médiatique peut en effet présenter d'importants biais géographiques (urbain/ruraux), de genre ou d'âge (les femmes et jeunes et le relais de leurs préoccupations dans l'espace informationnel), de cultures (certains groupes sociaux ayant des accès privilégiés aux ressources, notamment économiques), etc.

De plus, dans une grande partie des contextes dans lesquels des processus de médiations ont lieu, l'indépendance des médias est souvent mise à mal par leur proximité (réelle ou supposée) à l'une des parties au conflit, leur fragilité institutionnelle et rédactionnelle, la faible qualité de l'analyse du fait de la complexité des processus en cours (tels que la justice transitionnelle), ainsi que la faible capacité des journalistes qui sont directement affectés par le conflit et les traumatismes liés. Dans certains cas, les médias sont partie prenante au conflit et jouent un rôle négatif de propagation de rumeurs et dénigrement des efforts de médiation.

MÉDIAS ET PROCESSUS DE PAIX : Le rôle continu des médias aux différentes étapes des processus



Les médias comme acteurs et contributeurs de la médiation

Des médias d'information fiables, diversifiés et indépendants peuvent jouer un rôle capital dans les processus de médiation et de paix, notamment en tant que :

- Relais des dynamiques et des préoccupations des différentes composantes de la société, y compris des plus marginalisées, envers
 - les médiateurs et médiatrices
 - les parties en conflit
 - les autres composantes de la société
- Sources d'informations sur le type de processus de médiation en cours (track 1 ou autres tracks), son historique et ses parties prenantes, ses ambitions et limites.
- Sources d'informations sur la complexité du processus, son évolution permanente, fournie sur un temps long, dans des langues locales et rendue accessible au plus grand nombre.
- Facilitateurs et animateurs de débats publics sur le processus et sa mise en œuvre. Des médias inclusifs et équilibrés peuvent créer et animer des espaces de dialogue où différents points de vue se rencontrent. Ce faisant, ils peuvent montrer à la population générale que le dialogue est possible et qu'il existe des alternatives à l'usage de la force pour confronter et négocier des intérêts divergents. Ces espaces de dialogues peuvent parfois permettre l'identification d'intérêts communs et de solutions non violentes aux conflits. S'ils bénéficient d'une large audience, les médias peuvent contribuer à construire une masse critique en faveur de ces solutions et de la paix.
- Initiateurs de débats : les médias ne sont pas que des facilitateurs neutres, par leurs choix éditoriaux, ils contribuent également à établir les sujets et les termes du débat (*agenda setting and framing effect*), ils peuvent prioriser les enjeux de cohésions

sociales et rééquilibrer les rapports de forces communicationnels en donnant la parole à celles et ceux qui en sont privé-e-s.

- « Watchdogs » des accords de paix et de la mise en œuvre qui en découle, assurant un certain travail de redevabilité auprès des parties prenantes.
- Témoins de l'impact de ces processus sur les individus grâce aux reportages, aux témoignages, donnant ainsi un aspect tangible et concret aux décisions politiques, y compris sur certains individus spécifiques tels que les victimes ou les populations les plus marginalisées (notamment les jeunes et les femmes).
- Documentation sur le long terme des développements sociaux et politiques, qui consolide la résilience sociale sur le long terme (avec notamment l'aspect mémoriel) et participe au partage d'apprentissages, y compris au-delà de la société concernée.
- « Soupapes » de stress : des programmes de divertissements (musique, culture...) fournissent également des exutoires émotionnels et des sources de réconfort et d'apaisement. Des programmes spécifiques peuvent être conçus avec des professionnel-le-s de la santé mentale et diffusés pour contribuer à un soutien psycho-social plus large.

Défis et contraintes

La capacité des médias à remplir les fonctions décrites plus haut est entravée par une série de facteurs majeurs et d'ampleur globale : une crise géopolitique et démocratique (avec une polarisation croissante des sociétés et la montée en puissance de modèles despotiques) ; une crise de confiance envers les institutions (y compris les médias) ; une course en avant technologique (et un chaos informationnel et difficulté croissante à distinguer le vrai du faux, accentuée par le potentiel de l'intelligence artificielle) ; et enfin, une crise économique qui met en danger la viabilité des médias d'intérêt public.^{iv}

Dans ce contexte de fragilisation globale des médias, leur capture par des intérêts partisans s'en trouve facilitée. Avec une économie de l'attention toujours plus compétitive, et face à la captation des revenus publicitaires en ligne par les GAFAM^v et autres géants de la Tech, beaucoup de médias voient leurs ressources et capacité à travailler de manière indépendante et professionnelle diminuer.

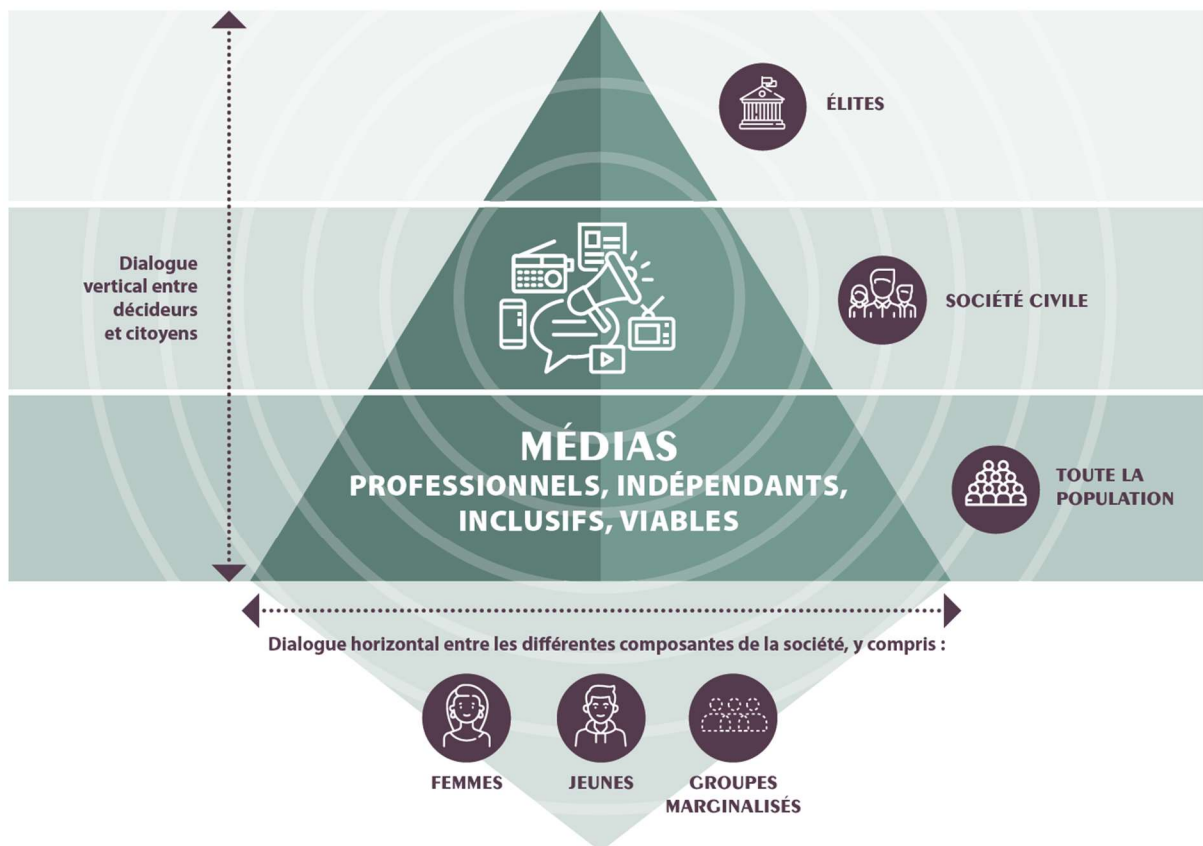
Dans les processus de médiations, les défis suivants en lien avec l'information et son accès sont particulièrement importants :

- Pour les populations affectées (dans les pays et au sein de la diaspora)
 - Obtenir une information fiable et équilibrée sur les enjeux, les différents points de vue et le déroulement du processus de médiation et de paix ; et ceci à travers des contenus rendus accessibles par des technologies de diffusion et un langage adaptés
 - Distinguer la dés/més/malinformation qui est d'autant plus virale dès lors qu'elle comble un vide d'information fiable
 - Faire entendre leurs voix/frustrations, témoigner, en particulier pour les groupes les plus marginalisés (par exemple les familles de combattant-e-s)

- Trouver des exemples qui leur permettent de croire en la possibilité d'un dialogue et de devenir soi-même partie prenante de ce dialogue au sein de sa sphère sociale et civique
- Pour les médiateurs et médiatrices
 - Comprendre, au sein du paysage médiatique, la variété des points de vue, des aspirations, identifier les dynamiques, les principaux vecteurs et les points de convergence
 - Comprendre le paysage médiatique dans lequel le processus de médiation a lieu, ses interactions avec les protagonistes de la médiation, et créer les liens nécessaires avec les médias locaux
 - Préserver la part de confidentialité nécessaire aux négociations tout en partageant les informations qui doivent être connues sur le processus de médiation, les objectifs, les difficultés et favoriser les dynamiques sociales qui le renforcent
 - Trouver les relais médiatiques fiables capables de traiter les informations pertinentes et d'en assurer leur diffusion auprès des différentes populations et parties prenantes concernées
 - Préserver leur image d'impartialité vis-à-vis des parties au conflit
- Pour les parties en conflit
 - Faire entendre leurs voix, et leurs revendications
 - Entendre la voix, intérêts et les arguments des autres parties
 - Entendre la voix des différentes composantes de la population affectée par le(s) conflit(s) et le processus de médiation (par exemple la dimension régionale)
- Pour les journalistes
 - Obtenir l'accès à l'information sans porter préjudice au processus en cours ni se mettre en danger
 - Comprendre le type et la spécificité du travail de médiation en cours, ses enjeux, des problématiques à la racine des conflits, leur historicité, les parties prenantes concernées et leur représentativité, le déroulement des processus complexes de négociation afin de pouvoir l'expliquer aux populations (et entités internationales)
 - Connaître les médiateurs et médiatrices et autres protagonistes de la médiation, comprendre leur rôle et créer une relation de respect et de confiance avec eux
 - Rendre ces informations accessibles et digestes au plus grand nombre, sans céder à la tentation du 'scoop' ou du sensationnel
 - Trouver l'espace pour couvrir ces questions de médiation dans des contextes de censure médiatique et de rétrécissement des libertés publiques
 - Identifier les protagonistes et faire entendre la variété des points de vue de manière équilibrée
 - Ne pas amplifier les tensions et les extrêmes, faire entendre les voix constructives et utiliser un vocabulaire adapté (*do no harm*)

- Distinguer et résister aux tentatives de manipulation et faire face aux menaces et attaques
- Être formé-e-s à ne pas s’impliquer personnellement dans les débats, être conscient-e de ses biais et se protéger psychologiquement
- Garder l’attention des audiences sur les enjeux principaux, malgré les tentations de distraction et ceci sur le long terme
- Pour les donateurs et donatrices et entités internationales
 - Comprendre l’environnement/le contexte informationnel et suivre son évolution, identifier les partenaires médias fiables, professionnels et non partisans
 - Pouvoir expliquer leur rôle et valeur ajoutée dans le soutien au processus de médiation
 - Se prévenir de la dés/més/malinformation toujours plus virale
 - Favoriser l’appropriation locale
 - Contribuer à l’efficacité sur le long terme
 - Identifier puis partager les succès et les apprentissages du processus au-delà des frontières

MÉDIAS ET PROCESSUS DE PAIX



Recommandations pour permettre le travail des media pendant les processus de médiations :

- Renforcer l'inclusivité et l'accès de toutes les populations concernées aux informations relatives au processus de médiation, ceci dans leur(s) langue(s) locale(s) et à travers des technologies adaptées (en tenant compte du fossé digital et du principe *leave no one behind*)
- Favoriser la mise en place de partenariats entre les protagonistes de la médiation et les médias, en amont des processus, afin de favoriser les contacts et la relation de confiance
- Appuyer les médias afin qu'ils puissent faire un travail de fond et continu sur ces processus, et pas uniquement au moment des temps forts ou des crises
- Renforcer les capacités des médias, bien en amont des processus de médiation et par une approche holistique incluant notamment
 - La formation des journalistes notamment sur les questions de médiation/processus de paix (par exemple : savoir reconnaître les différents types de contextes de médiations, l'approche '*do no harm*', compréhension différenciée des protagonistes, leurs approches et besoins, se questionner sur son impartialité et indépendance...)
 - L'accès des journalistes aux informations relatives aux processus de médiation, y compris la genèse du processus (protagonistes, historique...)
 - Appuis financiers, techniques et sécuritaires permettant un journalisme de proximité, professionnel et sur la durée
- Respecter l'indépendance des médias et renforcer le pluralisme au sein des paysages médiatiques pour mieux refléter la diversité des points de vue sur les processus de paix
- Renforcer le soutien psychosocial aux médiateurs et médiatrices et journalistes impliqué-e-s dans les processus de médiation et couvrant les atrocités du conflit
- Former les médiateurs et médiatrices (institutionnel-le-s et/ou locaux/locales *insider mediators*) aux questions relatives aux médias (*advanced media literacy*, comment évaluer un paysage médiatique, comment répondre à un interview, comment rédiger un communiqué de presse, etc...)
- Renforcer l'éducation aux médias et à l'information (EMI) de la population générale sur le rôle et les limites des médias dans les processus de médiation, et sur les risques de la désinformation

Remerciements aux contributrices et contributeurs externes de cette note :

- Catherine Hiltzer et David Lanz – HD Centre pour le dialogue humanitaire
- Fatima Maiga - Coalition des femmes leaders Mali
- Jean-Pierre Gontard – Diplomate, ancien Professeur de l'Institut universitaire d'études du développement
- Linda Benrais – Essec
- Renée Larivière – Interpeace

ⁱ Concept de l'UE sur la médiation (2020), <https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/st13951.en20.pdf>

ⁱⁱ Cf. p.ex. Monroe E. Price, Free Expression, Globalism and the New Strategic Communication, 2015; Ingrid A. Lehman, Managing public information in mediation process, 2009.

ⁱⁱⁱ Cf. p.ex. Guichaoua, Yvan and Bouhler, Ferdaous (2023) Interactions between civilians and jihadists in Mali and Niger. University of Kent; Marie-Soleil Frère & Anke Fiedler (2018) "Balancing Plausible Lies and False Truths, Perception and evaluation of the local and Global News Coverage of Conflicts in the DRC".

^{iv} Cf. notamment, Forum on Information & Democracy. (2021). A New Deal for Journalism. <https://informationdemocracy.org/working-groups/sustainability-of-journalism/>.

^v Google, Apple, Facebook, Amazon, et Microsoft.